

Conference proceedings

Acta non Verba

Christian Araud

christian-araud@wanadoo.fr

**2nd Conference
on Economic
Degrowth
For Ecological Sustainability
and Social Equity**

**BARCELONA
26th-29th March 2010**



Abstract

Face à la crise climatique et à la fin du pétrole bon marché, toute personne convaincue qu'on va «dans le mur» à belle allure peut se poser la question concrète suivante: «Que faire pour ralentir, éviter l'obstacle, ou amortir le choc?».

Presque toutes les réponses à cette question sont des inventaires à la Prévert. Nous avons rarement une réflexion sur la décroissance comportant une série d'indications concrètes sur ce qui serait «utile» de faire pratiquement pour traduire dans la réalité quelques-unes des idées de l'objection de croissance. Il me paraît utile d'aller d'essayer de classer ces actions selon plusieurs critères. Cela permettrait, peut-être, de se trouver en meilleure situation intellectuelle pour prôner celles qui semblent à la fois les plus réalistes et les plus efficaces, et pour les mettre en œuvre personnellement dans sa propre vie.

Keywords

modes d'action; critères de classification; action individuelle; coopération, action militante

1 Critères de classification des actions

Seuls ou avec d'autres

Je considère un premier critère concernant le nombre de personnes directement impliquées dans le choix des actions avec l'opposition classique individuel-collectif. Je distinguerais volontiers quatre niveaux, de plus en plus éloignés de «l'acteur» et donc embrassant un champ de plus en plus vaste.

- L'action personnelle, immédiate, compatible avec l'environnement général, la société dans laquelle on vit, mais néanmoins non-conformiste et se proposant un but (radicalement) différent de celui que poursuit globalement la dite société.
- Une action un peu plus élargie que l'on mène en coopération étroite avec des semblables¹ et qui, pour peu qu'ils vivent proches les uns des autres, permet de démultiplier les effets d'une action individuelle.
- Une action sociale militante, menée sur un objectif local et temporel clairement défini, avec d'autres participants à proximité, partageant plus ou moins l'objectif reconnu, ayant pour but de faire effectivement bouger une petite partie de la société locale.
- Une action politique, conduite au sein d'une association ou d'un groupe politique pour propager des idées, s'approcher du pouvoir, pousser le pouvoir existant à accepter et mettre en œuvre certaines des idées défendues, et éventuellement pour prendre ce fameux pouvoir.

Il apparaît clairement que plus le champ est vaste, plus le succès, s'il existe, est significatif. En revanche, l'action est de plus en plus diluée, de moins en moins maîtrisable par l'acteur. L'objectif poursuivi, dès qu'il est ample, semble inatteignable pour peu que l'on soit un peu «réaliste». C'est tout particulièrement vrai dans le cas du « changement climatique» et des sujets qui y sont liés. Les résultats du dernier sommet de Copenhague de décembre 2009 en sont une illustration éclatante.

Je reprends donc la liste des niveaux, présentée un peu plus haut, mais en excluant le dernier (« la politique») car je m'intéresse seulement, ici, aux actions concrètes pouvant déboucher à un terme «raisonnable». On peut ainsi considérer trois types de relations correspondant aux trois premiers niveaux et que je reformule comme suit:

- Seul ou en noyau familial.
- Regroupé avec quelques semblables.
- Immergé dans la société avec un noyau dur de semblables.

À la ville ou à la campagne

Le deuxième critère est géographique, avec l'opposition fondamentale ville - campagne. Il est évidemment important de savoir où se situe l'action. En principe, c'est à l'endroit où l'on vit présentement, mais on peut envisager un déplacement s'il apparaît que cela serait très avantageux au niveau de l'efficacité et que l'on n'a pas d'inconvénients majeurs (familiaux par exemple) pour envisager un déménagement.

¹ Un *semblable* est ici une personne avec qui l'on partage des convictions sur l'urgence d'agir pour éviter ou limiter la catastrophe écologique, sans pour autant être prisonnière d'une « solution » bien identifiée, absolue et unique.

- On peut considérer trois types d'espace :
- La campagne profonde.
- Le périurbain, le gros village ou la petite ville.
- Le quartier dans la ville ou la métropole.

Du croisement de ces deux critères, avec trois modalités chacun, il résulte un tableau avec neuf cases. Elles sont présentées, ci-dessous, avec des intitulés dont le contenu sera défini plus précisément dans la partie suivante.

Table 1 Summary

	Individuel		Collectif
Ville	Simplicité volontaire	Ecoquartier	Ville en transition
	Habitat économe	Ecovillage	Territoire en transition
Campagne	Habitat autonome	Arche de Noé	Village en transition

2 Les modes d'action

Chaque case du tableau représente un «mode d'action» qui peut être intitulé de façon plus ou moins évocatrice, mais qui en tout cas présente une certaine cohérence.

Action individuelle

Le cas le plus fréquent est celui d'un objecteur de croissance qui vit en ville et qui entend mettre un peu de cohérence entre ses idées et sa vie courante. Le terme de «*simplicité volontaire*» qui fait l'objet d'une rubrique régulière dans le mensuel *La décroissance*² est sans doute la dénomination la plus appropriée.

Comme la personne a peu de marges d'action dans son logement, pratiquement toujours un appartement dans un immeuble où il n'est pas propriétaire, sa simplicité se portera principalement sur les transports urbains (en transports collectifs ou à bicyclette), sa nourriture (approvisionnement dans des magasins bio) et plus généralement sur une vie globalement simple. Notons que le problème se pose dans des termes différents si la contrainte budgétaire est accablante³.

Si la personne vit en zone périurbaine, dans un bourg ou une petite ville, sa marge d'action en ce qui concerne le logement peut s'accroître considérablement, surtout si elle est propriétaire d'une maison avec jardin. Elle peut probablement investir dans l'isolation thermique de sa maison, peut-être s'équiper de panneaux solaires. En revanche, le réseau public de transports en commun sera sans doute plus succinct, ce qui complique son existence quotidienne s'il renonce à la voiture individuelle. Pour l'alimentation, la

² La Décroissance/Casseurs de pub - 11, place Croix-Pâquet - 69001 LYON

site www.ladecroissance.net

³ Chômeur en fin de droits, par exemple.

proximité d'une AMAP⁴ ou de producteurs « bio » est plus probable. Plus généralement, il est souvent possible de participer à un SEL⁵ ou à un RERS⁶ s'ils existent à proximité. La dénomination «*habitat économe*» pour ce type d'action est sans doute appropriée.

Dans la campagne profonde, en milieu franchement rural, de nouvelles perspectives s'ouvrent en ce qui concerne d'abord l'habitat et ensuite l'alimentation. En même temps, d'autres se ferment en ce qui concerne les transports et les communications. Moyennant un investissement non négligeable, il est possible d'avoir une maison à faible consommation d'énergie (isolation poussée, poêle à bois, énergie solaire passive, panneaux solaires thermiques, photovoltaïques...). Il est même possible, pour un investissement plus important, d'avoir une maison dite à «*énergie positive*». De même, travailler sur son potager, s'approvisionner dans des fermes voisines, sont des options parfaitement réalisables. En revanche, l'isolement physique rend compliquées les communications et la voiture s'avère facilement indispensable. Ce cas peut être désigné comme «*habitat autonome*».

Action en coopération avec ses semblables

Comme le dit la sagesse populaire: «À plusieurs, on fait plus que tout seul».

En ville, un groupe décidé et dynamique peut, soit par construction neuve, soit par réhabilitation, former une petite communauté urbaine. Si le groupe dispose d'un petit capital, un immeuble, un lotissement peuvent voir le jour avec des logements économes en énergie. La conception urbanistique peut limiter drastiquement l'usage de l'automobile individuelle (covoiturage) et la conception architecturale peut augmenter les parties communes et diminuer les parties privatives. Si on part d'un immeuble existant, les possibilités architecturales sont plus limitées quoique non négligeables. En revanche, le projet peut être plus progressif et moins coûteux. Le fait qu'un tel groupe soit animé d'un esprit commun permet d'aller assez loin dans la décroissance des consommations matérielles par le partage. On peut qualifier de façon optimiste⁷ ce cas d'«*écoquartier*».

Quand on passe au niveau géographique d'un gros village ou de la périphérie urbaine, il y a la possibilité pour un noyau constitué de racheter progressivement des habitations voisines et de les transformer de façon écologique. Il est également possible de créer un lotissement neuf en suivant les règles administratives habituelles, mais avec un plan global totalement nouveau tant au niveau de la conception de chaque habitation que de l'agencement de l'ensemble. On peut qualifier ce mode d'action d'«*écovillage*».

En pleine campagne, avec un groupe disposant de moyens financiers non négligeables et d'un grand appétit communautaire, la logique peut être poussée encore plus loin. On peut alors, atteindre des niveaux élevés d'autonomie, non seulement pour le logement, mais encore pour l'alimentation avec une production agricole plus ou moins complète. On peut même viser à l'autarcie en cas de crise profonde. Les besoins de transports se trouvent *de facto* limités dans la mesure où chacun a une activité importante pour soi *et* pour la communauté. Les transports résiduels nécessaires peuvent se faire par covoiturage dès que la distance est un peu grande, sinon, les moyens naturels ou assistés par la merveille qu'est la bicyclette. Je qualifierais volontiers ce dernier type d'action d'«*arche de Noé*».

⁴ Association pour le Maintien d'une Agriculture Paysanne. Voir par exemple le site www.reseau-amap.org

⁵ Système d'Echange Local. Voir par exemple le site selidaire.org

⁶ Réseau d'Echanges Réciproques de Savoirs. Voir par exemple le site solidarjob.free.fr/rers.htm

⁷ Dans la pratique, il peut s'agir d'un immeuble ou d'un lotissement plutôt que d'un véritable quartier.

Action militante

Un groupe de militants engagés dans la vie de la cité peut tenter une nouvelle forme d'action, comme celle de «territoire en transition». On doit à David Holmgren, un des fondateurs de la permaculture moderne et à Rob Hopkins, fondateur du «mouvement de la Transition» des avancées concrètes dans ce domaine⁸. Dans la petite ville anglaise de Totnes dans le Devon, Rob Hopkins a testé ses concepts de transition⁹. Avec un groupe de militants, il a réussi à susciter toute une réflexion sur la fin du pétrole bon marché et la nécessité de trouver concrètement des solutions viables permettant de faire face à la crise quand celle-ci deviendra cruciale. Après de nombreuses conférences et de non moins nombreux débats, des initiatives concrètes ont été lancées avec souvent l'accord des autorités municipales. L'expérience est en bonne voie¹⁰, le prochain objectif étant de créer un plan de décroissance énergétique avec comme horizon 2030 et une situation sans pétrole. Le mouvement fait des émules, essentiellement dans les pays anglo-saxons¹¹.

Dans l'expérience de Totnes, il s'agit d'un «*territoire en transition*», en utilisant le terme général de territoire pour un groupement de quelques milliers d'habitants. Cela semble être un chiffre correspondant à une taille réaliste de territoire pouvant être mis en mouvement de l'intérieur, en gagnant la complicité des élus locaux, toujours à partir de la base. Pour une authentique «*ville en transition*», il faudra sans doute attendre encore quelques années, même si des quartiers peuvent commencer à bouger.

Enfin, un «*village en transition*» pourrait exister, mais le milieu rural profond est paradoxal. Il est d'un côté très conservateur, se méfiant comme de la peste des hippies, soixante-huitards attardés et autres «retours-à-la terre» qui apportent des pratiques nouvelles. De l'autre, il est l'esclave du Crédit Agricole et de toutes les institutions, y compris sa représentation syndicale majoritaire qui pratique le productivisme le plus acharné. C'est un problème dramatique qui se pose pour tout type de projet «écologique», individuel ou collectif, dans la campagne profonde. Le foncier est complètement verrouillé par le comportement des agriculteurs eux-mêmes: on achète de la terre, on ne la vend pas ! S'il y a une faille dans cette attitude conservatrice, elle est aussitôt comblée par la SAFER¹² locale, organisme para-administratif qui participe de l'idéologie productiviste. Quand une ferme est à vendre par défaut d'héritiers désirant y travailler, la SAFER qui dispose d'un droit de préemption, envisage facilement de revendre tout ou partie des bâtiments à « un Parisien » et à prix fort. Les terres agricoles, elles, sont redécoupées et louées ou vendues aux fermiers voisins, chacun cherchant à accroître sa superficie d'exploitation. Pour le moment, je ne vois guère de possibilités pour des avancées sérieuses venant de la base. Il faudrait que le sommet, via une refonte du foncier agricole, impose un changement.

3 Conclusions

L'expérience de la transition est *a priori* la plus satisfaisante... si elle réussit. En effet, elle s'adresse à une population «ordinaire», donc extensible à l'infini. En revanche, elle nécessite un noyau dur, un ferment,

⁸ Voir dans Entropia N°7 l'article de Christian Araud : *Scénarios du futur et initiatives de transition*.

⁹ Voir dans Entropia N°7 l'article de Luc Semal et Mathilde Szuba : *Les Transition Towns, résilience, relocalisation et catastrophisme éclairé*

¹⁰ Voir le site www.totnes.transitionnetwork.org.

¹¹ Pour le moment, Totnes, Tooting, Brixton, Haringey, Kingston, Camden, Bristol, Sheffield, Forest Row, Wandsworth, Llandeilo et encore quelques autres initiatives qui débutent. Voir le site www.transitiontowns.org.

¹² Société d'Aménagement Foncier et d'Établissement Rural. Les Safer ont été créées par la loi d'orientation agricole de 1960. Elles sont placées sous le contrôle des ministères de l'Agriculture et des Finances.

une équipe «extraordinaire». Ce n'est pas rien de travailler à la base dans un quartier pour le faire bouger, tous les travailleurs sociaux vous le diront.

- Les conditions d'un succès possible (et non certain) semblent être les suivantes :
- Territoire de taille limitée.
- Existence confirmée de citoyens actifs et responsables.
- Milieu associatif riche, même si le territoire est pauvre.
- Autorité locale réceptive à ce type de projet et prête à donner son appui¹³.
- Équipe capable de mobiliser toutes les énergies disponibles au départ, puis de s'effacer progressivement.

La dernière condition énoncée est certainement la plus importante. Cette équipe doit jouer un rôle de catalyseur sans se laisser décourager par les échecs Elle doit également accepter de se renouveler au gré des adhésions au projet. Le plus difficile, peut-être, est de laisser évoluer le projet suivant la volonté exprimée pratiquement par les gens directement concernés, c'est-à-dire les habitants. C'est le mouvement qui est important et les actions elles-mêmes se montent dans la mesure où les habitants veulent bien se les approprier et les promouvoir.

¹³ Par exemple, aide matérielle par mise à disposition de personnel municipal ou fournitures de matériaux, plants, outils.



www.degrowth.eu